

Convention collective départementale

IDCC : 1560. – **INDUSTRIES MÉTALLURGIQUES,
ÉLECTRIQUES ET CONNEXES
DES ALPES-MARITIMES
(27 juillet 1989)**

(Bulletin officiel n° 1990/2 bis)

*(Etendue par arrêté du 22 juin 1990,
Journal officiel du 5 juillet 1990)*

**AVENANT DU 27 JUILLET 2005
RELATIF AU RMH AU 1^{ER} SEPTEMBRE 2005
ET AU TGA À COMPTER DE L'ANNÉE 2005**

NOR : ASET0551104M

IDCC : 1560

Article 1^{er}

RMH au 1^{er} septembre 2005

Les signataires conviennent que la valeur du point, base 151,67 heures, pour un horaire hebdomadaire de travail effectif de 35 heures est porté à 4,12 €, à compter du 1^{er} septembre 2005, pour la détermination du barème de rémunérations minimales hiérarchiques (RMH) telles que définies à l'annexe I de la convention collective des industries métallurgiques électriques et connexes des Alpes-Maritimes et servant d'assiette de calcul de la prime d'ancienneté prévue à l'article 49 de la convention collective sus-visée.

Toutefois, par dérogation aux dispositions ci-avant, les RMH des salariés classés aux coefficients 140 à 170 de la grille de classification de la métallurgie sont calculées indépendamment de la valeur du point et sont fixées comme suit pour une base de 151,67 heures :

- K 140 : 725,69 € ;
- K 145 : 725,85 € ;
- K 155 : 726,15 € ;
- K 170 : 726,62 €.

Ce barème doit être adapté à l'horaire de travail effectif et supporter, de ce fait, les majorations légales pour heures supplémentaires, s'il y a lieu.

Article 2

TGA à compter de l'année 2005

Les signataires conviennent d'instituer à compter de 2005 un barème de taux garantis annuels (TGA), applicable à l'ensemble des catégories de personnels visés à l'accord national du 21 juillet 1975 modifié sur les classifications.

Les taux garantis annuels sont fixés par un barème figurant en annexe du présent avenant et constituent la rémunération annuelle brute en-dessous de laquelle ne pourra être rémunérée aucun salarié adulte travaillant normalement.

Les TGA ne serviront pas de base de calcul à la prime d'ancienneté.

Ce barème est établi sur la base de l'horaire hebdomadaire légal, de 35 heures par semaine ou 151,67 heures par mois. Il sera adapté proportionnellement à l'horaire de travail effectif lorsque celui-ci sera inférieur et devra supporter les majorations légales pour heures supplémentaires en cas d'horaires supérieurs à 35 heures par semaine.

Pour la vérification de l'application de cette garantie, il sera tenu compte de tous les éléments bruts du salaire quelles qu'en soient la nature et la périodicité, soit de toutes les sommes brutes figurant sur le bulletin de paye et supportant des cotisations en vertu de la législation de sécurité sociale, à l'exception de chacun des éléments suivants :

- prime d'ancienneté prévue par la présente convention collective ;
- majorations pour nuisances susceptibles d'être allouées dans le cadre des dispositions de l'article 46 de la convention collective ;
- primes et gratifications ayant un caractère exceptionnel et bénévole.

En application de ce principe, seront exclues de l'assiette de vérification, les sommes versées au titre de l'intéressement des salariés et de la participation aux résultats de l'entreprise n'ayant pas le caractère de salaire ainsi que les sommes qui, constituant un remboursement de frais, ne supportent pas de cotisations en vertu de la législation de sécurité sociale.

Les compensations pécuniaires versées au titre de l'ensemble des réductions de la durée du travail sont à prendre en compte pour la comparaison des rémunérations réelles et des taux garantis annuels.

S'agissant de taux garantis annuels, la vérification intervient en fin d'année pour chaque salarié, ou en cas de départ de l'entreprise en cours d'année, à la fin du contrat de travail.

Les valeurs fixées par le barème sont applicables *pro rata temporis* en cas d'entrée en fonction, de changement de classement, de suspension ou de départ de l'entreprise en cours d'année.

Article 3

Le présent accord établi en vertu des articles L. 132-1 du code du travail et suivants est fait en nombre suffisant d'exemplaires pour remise à chacune des organisations signataires et dépôt dans les conditions prévues par l'article L. 132-10 du code du travail.

Fait à Nice, le 27 juillet 2005.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisation patronale :

UIMM Côte d'Azur.

Syndicats de salariés :

FO ;

CFE-CGC ;

CFTC.

ANNEXE I

Barème des taux garantis à compter de l'année 2005 (Base 151,67 heures mensuelles : 35 heures hebdomadaires)

NIVEAU	K	OUVRIERS ATAM
I	140	14 243
	145	14 243
	155	14 288
II	170	14 364
	180	14 414
	190	14 464
III	215	15 051
	225	15 733
	240	16 731
IV	255	17 691
	270	18 718
	285	19 736
V	305	21 118
	335	23 178
	365	25 251
	395	27 311

ANNEXE II

Barème des rémunérations minimales des hiérarchiques à compter du 1^{er} septembre 2005

*Assiettes de calcul de la prime d'ancienneté
(base 35 heures)*

Valeur du point 4,12 €.

I. – Administratifs et techniciens

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	K	BASE 151,67 H
I	1	140	725,69
	2	145	725,85
	3	155	726,15
II	1	170	762,62
	2	180	741,60
	3	190	782,80
III	1	215	885,80
	2	225	927,00
	3	240	988,80
IV	1	255	1 050,60
	2	270	1 112,40
	3	285	1 174,20
V	1	305	1 256,60
	2	335	1 380,20
	3	365	1 503,80
		395	1 627,40

II. – Ouvriers

(incluant la majoration de 5 %
découlant de l'accord national du 30 janvier 1980)

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	K	BASE 151,67 H
I	1	140	761,97
	2	145	762,14
	3	155	762,46
II	1	170	762,95
	3	190	821,94
III	1	215	930,09
	3	240	1 038,24
IV	1	255	1 103,24
	2	270	1 168,02
	3	285	1 232,91

III. – Agents de maîtrise d'atelier

(incluant la majoration de 7 %
découlant de l'accord national du 30 janvier 1980)

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	K	BASE 151,67 H
III	1	215	947,81
	3	240	1 058,02
IV	1	255	1 124,14
	3	285	1 256,39
V	1	305	1 344,56
	2	335	1 476,81
	3	365	1 609,07
		395	1 741,32